

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CAISSE CENTRALE DU CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 117 013 941 euros.
Siège social : 26-28, rue de Madrid - 75008 Paris.
339 350 712 R.C.S. Paris.

I. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros.)

Actif	Note	31/12/16	31/12/15
Caisse, banques centrales, C.C.P.		470 330	9 955
Effets publics et valeurs assimilées	4.1.3	382 796	443 515
Créances sur les établissements de crédits	4.1.1	11 138 853	11 483 757
Opérations avec la clientèle	4.1.2	13 527	59 154
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.1.3	262 198	1 138 041
Actions et autres titres à revenu variable	4.1.3	678	678
Participations et autres titres détenus à LT	4.1.5	48	48
Parts dans les entreprises liées	4.1.5	1	1
Immobilisations incorporelles	4.1.5	0	266
Immobilisations corporelles	4.1.5	0	0
Autres actifs	4.1.6	2 219 282	2 456 057
Comptes de régularisation	4.1.7	275 518	328 766
Total de l'actif		14 763 231	15 920 238

Avec contre-valeur en euros des actifs en devises.

Passif	Note	31/12/16	31/12/15
Dettes envers les établissements de crédit	4.1.1	124 018	861 995
Opérations avec la clientèle	4.1.2	903 948	1 210 967
Dettes représentées par un titre	4.1.4	12 706 070	12 742 286
Autres passifs	4.1.6	329 670	335 944
Comptes de régularisation	4.1.7	353 005	417 133
Provisions	4.1.8	7 418	37 445
Dettes subordonnées	4.1.9	65 647	65 647
Fonds pour risques bancaires généraux	4.1.10		
Capitaux propres hors FRBG	4.1.11	273 454	248 820
Capital souscrit		117 014	117 014
Primes d'émission		52 226	52 226
Réserves		17 540	17 016
Provisions réglementées et subventions d'investissement		16 409	16 409
Report à nouveau		45 631	35 690
Résultat de l'exercice		24 634	10 464
Total du passif		14 763 231	15 920 238

Avec contre-valeur en euros des passifs en devises.

II. — Hors-bilan.

(En milliers d'euros.)

	Note	31/12/16	31/12/15
Engagements donnés		1 423 418	1 897 216
Engagements de financement	4.2.1		
Engagements de garantie	4.2.1	1 351 418	1 825 216
Engagements sur titres	4.2.1		
Autres engagements donnés	4.2.1	72 000	72 000
Engagements reçus :		2 864 483	3 914 071
Engagements de financement	4.2.1		
Engagements de garantie	4.2.1	2 838 157	3 887 253
Engagements sur titres	4.2.1		
Autres engagements reçus	4.2.1	26 327	26 818

III. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	Note	31/12/16	31/12/15
+ Intérêts et produits assimilés	4.3.1	965 979	1 082 335
- Intérêts et charges assimilées	4.3.2	-917 716	- 1 048 728
+ Revenus des titres à revenu variable	4.3.3	39	41
+ Commissions (produits)	4.3.4	1 374	1 927
- Commissions (charges)	4.3.5	-1 100	- 929
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4.3.6	-1 365	- 909
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4.3.7	7 265	11 947
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4.3.8	9	6
- Autres charges d'exploitation bancaire	4.3.9	-12	0
Produit net bancaire		54 474	45 690
- Charges générales d'exploitation	4.3.10	-16 557	- 13 732
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		37 918	31 958
+/- Coût du risque	4.3.11	42	- 1 971
Résultat d'exploitation		37 960	29 987
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4.3.12	83	83
Résultat courant avant impôts		38 043	30 070
+/- Résultat exceptionnel	4.3.13	372	- 1 530
- Impôt sur les bénéfices	4.3.14	-13 781	- 18 076
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		24 634	10 464

IV. — Annexe aux comptes sociaux.**I - Faits marquants de la période et événements postérieurs à la clôture des comptes****1.1 GARANTIE DE L'ETAT****- RAPPEL DES CARACTERISTIQUES D'EXPLOITATION SPECIFIQUE DU GROUPE**

Par décision du 27 novembre 2013, la Commission Européenne a autorisé la République Française à délivrer sa garantie définitive au Crédit Immobilier de France. Le même jour la République Française, CIFD, la 3CIF et CIF Euromortgage, en présence de CIF Assets et de la Banque de France, ont signé un protocole définissant les modalités et conditions de cette garantie qui s'articule en deux volets :

- une garantie dite « externe » d'un montant maximum de 16 milliards d'euros portant sur les titres financiers émis, à compter du 28 février 2013, par la 3CIF pour refinancer les actifs du Crédit Immobilier de France,

- une garantie dite « interne » à concurrence d'un montant maximum de 12 milliards d'euros portant sur les sommes dues à CIF Euromortgage et CIF Assets au titre des placements de trésorerie qu'ils effectuent auprès de la 3CIF ainsi que sur les sommes dues par cette dernière au titre des opérations sur instruments financiers à terme conclues avec CIF Euromortgage et CIF Assets.

En contrepartie, le Groupe CIF est mis en résolution ordonnée et a, dans ce cadre, souscrit un certain nombre d'engagements dont, notamment, celui de cesser, à compter de la date de signature du protocole définitif, toute nouvelle activité de production de prêts et de verser à l'Etat une rémunération composée :

- d'une commission de base de 5 points de base sur les montants garantis supportée par la 3CIF,

- d'un montant de mise en place de la garantie d'un montant de 5 millions d'euros intégralement dû par CIFI et exigible le 28 novembre 2013. Ce montant de mise en place a été payé par CIFI à l'Etat par compensation avec le prix de souscription par l'Etat d'une action de préférence dans le capital de CIFI,

- d'une commission additionnelle supportée par CIFI égale à 145 points de base sur l'encours moyen annuel réel couvert par la garantie externe et 148 points de base sur l'encours moyen annuel réel couvert par la garantie interne sous réserve de l'absence d'événement limitatif de paiement ou que le paiement de la Commission Additionnelle n'ait pas pour conséquence d'abaisser le ratio de solvabilité consolidé du Groupe (tel que calculé au 31 décembre du dernier exercice clos) en deçà de 12 % ou que tout autre ratio relatif aux fonds propres soit maintenu.

- IMPACT SUR LES COMPTES 2016

CIF Euromortgage a bénéficié, au cours de l'exercice 2016, de la garantie de l'Etat au titre des placements de liquidité et des opérations sur instruments financiers à terme qu'elle a conclue avec la 3CIF. Au 31 décembre 2016, les expositions bénéficiant de la garantie de l'Etat s'élèvent à 1,20 milliards d'euros.

Au 31 décembre 2016, la 3CIF a constaté dans ses comptes une charge de 6,12 millions d'euros au titre de la commission de 5 points de base et l'encours d'émissions bénéficiant de la garantie de l'Etat s'établit à 9,51 milliards d'euros.

1.2 REFINANCEMENTS

- Emissions garanties à moyen et long terme

Les remboursements anticipés très importants réalisées par la Clientèle, auxquels le groupe CIF fut confronté en 2015, ont amené une substantielle révision à la baisse des besoins de financement, donc du programme d'émissions de la 3 CIF.

Les ressources à moyen terme levées par la 3CIF sur le marché financier durant l'exercice 2016 se décomposent en 200 millions d'euros d'EMTN émis sous forme de placements privés et 400 millions d'euros d'EMTN émis sous forme de placements publics.

Elles bénéficient de la garantie de l'Etat, garantie externe dans ce cas. Elles témoignent de l'exclusivité du recours aux financements à moyen terme.

- Remboursements anticipés

En 2016, la 3CIF a procédé au remboursement de plusieurs ressources arrivées à échéance, inscrites au bilan de 2015, pour un montant de 633 millions d'euros.

1.3 GESTION DES COUVERTURES

- Résiliation de swaps

La Caisse Centrale du CIF détient des instruments de couvertures ayant pour contrepartie des sociétés de droit nord-américain. Dans le contexte actuel des relations financières internationales, la direction financière de 3CIF souhaite gérer la couverture de risques de taux centralisée du groupe CIF, en se désengageant, tant que faire se peut, vis-à-vis de ce type de contrepartie.

Au sein de son portefeuille de swaps de taux, 3CIF détenait au 31 décembre 2015 vis-à-vis des contreparties américaines :

- Nomura USA, deux swaps de 15 et 5 millions d'euros à échéances respectives d'octobre 2021 et mars 2017. Ces deux opérations faisant partie intégrante de deux lignes d'émission de 3CIF, elles sont portées en portefeuille de micro-couverture et ne pourront donc être résiliées qu'au remboursement des émissions ;

- Goldman Sachs USA, un swap de macro couverture de 30 millions d'euros à échéance décembre 2016 qui n'a pas été renouvelé, deux swaps prêteurs taux fixe à 6.12 et 6.11 % contre euribor de 25 et 50 millions d'euros à échéance respective de mai 2020 et mai 2025 et un swap emprunteur taux fixe 5,615 %, contre euribor 3 mois de 42 millions d'euros à échéance juillet 2024.

Ces trois derniers swaps ont été résiliés sur l'exercice 2016 et ont permis à la 3CIF d'encaisser une soulte de 14 millions d'euros.

- Résiliation de contrats d'options

Au cours de l'exercice 2016, le Groupe Crédit Immobilier de France a poursuivi son programme de simplification juridique dans le cadre du plan de résolution ordonnée. Les SFR CIF Sud-Ouest, CIF Centre Ouest, CIF Ile-de-France, CIF Bretagne CIF Centre Est et CIF Nord ont été absorbées par CIFI et le programme de résiliation des swaptions et caps "maturité" avec la 3CIF s'est poursuivi. L'opération globale représente un total de notionnel de 147 millions d'euros. La provision pour dépréciation de ce portefeuille en position ouverte isolée est de 2,27 millions d'euros, dont 1,36 millions d'euros a été doté en 2016.

- Position de taux consolidée

Le Groupe Crédit Immobilier de France a obtenu auprès de l'ACPR fin 2015 l'autorisation de gérer sa position de taux sur une base consolidée, exception réalisée pour CIF Euromortgage du fait de son statut spécifique de société de crédit foncier (SCF). Cette décision a eu pour conséquence l'arrêt des opérations de couvertures internes.

Par ailleurs, postérieurement à la gestion centralisée de couverture du risque de taux, le groupe CIF, par l'intermédiaire de son organe de financement la Caisse Centrale du CIF (3CIF), réalisait des opérations de couverture destinées à fixer les taux d'intérêts des lignes de crédit à accorder aux SACI devenues SFR, elles même fusionnées dans CIFI. Cette gestion se concrétisait par des achats/ventes de titre sur le marché dont l'impact en résultat faisait l'objet d'un amortissement sur la durée de vie résiduelle de ces derniers. Dans le cadre de la simplification des opérations du groupe et du mode de gestion centralisée du risque de taux, et sachant que l'essentiel de ces lignes de crédits accordées aux SACI a été remboursé et remplacé par des ressources Evergreen, un amortissement définitif fut réalisé au cours de l'exercice 2016. Il a dégagé une contribution nette positive de 7 millions d'euros au sein du résultat 2016 de 3CIF.

1.4 RACHAT DE CREANCES DE CIF ASSETS

L'éligibilité des obligations foncières émises par CIF Euromortgage au refinancement du système européen de banques centrales a fait l'objet d'une suspension le 18 février 2016 sur le fondement de l'article 80 de la décision 2015-01 du Gouverneur de la Banque de France. Elle visait en particulier la non-conformité des prêts cautionnés reçus par le fonds commun de titrisation du Groupe garantissant les obligations foncières émises par CIF Euromortgage.

Cette suspension n'a pas affecté la qualification des obligations foncières émises par CIF Euromortgage au regard des critères de droit français, lesquelles continuent à bénéficier du privilège prévu à l'article L.513-11 du Code monétaire et financier.

CIF Euromortgage et le Groupe Crédit Immobilier de France ont communiqué au marché qu'ils mettaient en œuvre leurs meilleurs efforts pour que ces obligations répondent dès le début du 2ème trimestre 2016 aux critères de l'article 129, paragraphe 1, points (d) à (f) du règlement (UE) No 575/2013 (Règlement CRR) et ouvrent de ce fait droit, pour les investisseurs bancaires, au traitement préférentiel qui y est associé ainsi que, sous réserve de l'appréciation des autorités monétaires, à l'éligibilité au refinancement du système européen de banques centrales.

Dans ce cadre, au 31 mars 2016 le Groupe a procédé au rachat de 1,4 milliard de créances titrisées détenues par CIF Assets qui de ce fait a vu la proportion de ses actifs hypothécaires se situer à environ 91 %, soit légèrement haut dessus que la part de 90 % exigée par l'article 129 du règlement (UE) précité.

Cette opération a eu les conséquences suivantes dans les comptes de la 3CIF :

- hausse de 1,4 milliard d'euros des prêts EVERGREEN octroyés aux SFR, BPI et CIFD,
- remboursement anticipé par CIF Euromortgage de 3 émissions obligataires émises pour 875 millions d'euros.

La suspension de l'éligibilité des obligations foncières de CIF Euromortgage a été levée par la Banque de France le 29 juin 2016.

1.7 PROVISION POUR RESTRUCTURATION DANS LE CADRE DE L'ACCORD DE GESTION SOCIALE

Dans le cadre du plan de résolution ordonnée, le CIF a mené avec les organisations représentatives du personnel des négociations qui ont abouti le 20 décembre 2013 à la signature d'un accord de gestion social (AGS) qui définit dans le temps :

- les mesures d'accompagnement des salariés maintenus dans l'emploi au sein du CIF,
- les mesures d'accompagnement des salariés amenés à quitter le CIF dans le cadre d'un licenciement pour motif économique,
- les mesures de mobilité externe par suspension du contrat de travail en anticipation de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE),
- des mesures de plan de préretraite et de départ à la retraite.

Le plan de résolution ordonnée s'est traduit par la mise en œuvre de PSE successifs, le PSE1, finalisé en 2016, le PSE2, effectif début 2016, qui devrait trouver sa conclusion courant 2017, par le départ définitif des collaborateurs concernés. A ce titre, la part de provision précédemment constituée a été reprise au profit des charges à payer pour les indemnités du PSE2 non liquidées au 31 décembre 2016.

Le CIF a comptabilisé les indemnités de rupture de contrat de travail au passif et en charges exceptionnelles car il s'est engagé à mettre fin au contrat de travail de tous les membres du personnel avant l'âge normal de leur départ en retraite dans le cadre sa mise en résolution ordonnée. Par ailleurs, le CIF se trouve engagé, par les accords contractuels (i.e. l'AGS) passés avec son personnel ou ses représentants, à effectuer des paiements et/ou à accorder d'autres avantages aux membres du personnel lorsqu'il met fin à leur contrat de travail.

Le Crédit Immobilier de France et ses filiales ont utilisé la méthode progressive pour déterminer la valeur actualisée de son obligation au titre des prestations définies, le coût correspondant des services rendus au cours de l'exercice et, le cas échéant, le coût des services passés (i.e. droits acquis au 31 décembre 2016 actualisés).

Les hypothèses actuarielles sont objectives et mutuellement compatibles et restent les meilleures estimations faites par le CIF des variables qui détermineront le coût final à comptabiliser. Ces hypothèses comprennent :

- une hypothèse démographique relative aux caractéristiques futures du personnel actuel réunissant les conditions requises pour bénéficier des avantages. Cette hypothèse démographique porte sur la mortalité pendant l'emploi ;
- aucune hypothèse de taux de rotation n'est retenue, les taux d'utilisation reflétant en partie cette variable;
- une hypothèse de taux d'utilisation de chacune des mesures qui est reprise de la négociation entre le CIF et les représentants du personnel (i.e. l'AGS);
- des hypothèses financières portant sur les éléments suivants :
 - le taux d'actualisation,
 - les niveaux futurs des salaires et avantages du personnel (taux de 0,30 % au 31 décembre 2016).

Les hypothèses financières sont établies sur la base des attentes du marché à la date du 31 décembre 2016 pour la période au cours de laquelle les obligations doivent être éteintes.

L'hypothèse actuarielle relative au taux d'actualisation a un effet important. Ce taux d'actualisation traduit la valeur temps de l'engagement à payer mais il ne traduit pas le risque actuariel. De plus, ce taux d'actualisation ne traduit ni le risque de crédit spécifique au CIF auquel s'exposent ses créanciers ni le risque d'écarts entre les réalisations futures et les hypothèses actuarielles.

Le taux appliqué pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi a été déterminé par référence à un taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Le taux d'actualisation qui sert de référence est le taux des obligations de première qualité du secteur privé et de durée équivalente à celle des engagements. Ce taux ressort à 0,14% au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, la provision pour AGS inscrite dans les comptes de la 3CIF est de 7,42 million d'euros contre 9,71 au 31 décembre 2015. Les provisions constituées au titre de l'AGS des Gies dont 3CIF est membre (9,82 millions d'euros au titre du GIE CIF Services et 8,06 millions d'euros au titre du GIE I-CIF, en quote-part 3CIF au 31 décembre 2015) ont été reprises en totalité sur l'exercice afin de couvrir les appels de fonds faits à ce titre par les Gies.

1.8 MECANISME ET FOND DE RESOLUTION UNIQUE

Le Mécanisme de résolution unique (MRU) et Fond de Résolution Unique (FRU) institués par le règlement 806/2014 du parlement Européen le 15 juillet 2014 se substitueront aux fonds de résolution nationaux des états membres sous tutelle de la BCE dès 2016.

Ces institutions, régies par le conseil de résolution unique (CRU) dont les missions sont :

- pour le MRU la mise en œuvre d'une surveillance prudentielle harmonisée et de qualité des banques,
- pour le FRU la mutualisation des cotisations des assujettis ;

Elles ont pour vocation d'anticiper et de pallier à la défaillance des établissements bancaires.

Cette mesure entrant en vigueur dès 2015 sur le plan national (ordonnance 2015-1024), sous l'autorité de l'ACPR, la contribution de la Caisse Centrale du Crédit Immobilier au Fonds de Résolution Bancaire Unique pour l'exercice 2016 s'élève à 3,21 millions d'euros.

1.9 ELEMENTS SURVENUS DEPUIS LE 31 DECEMBRE 2016

• LA DISSOLUTION DE CIF ASSETS

Le Groupe et par conséquent 3CIF, ont connu une modification majeure de leur modalité de financement au cours du premier trimestre 2017.

En effet, conformément à l'article R.513-3 IV du Code (introduit par le décret n°2014-526 du 23 mai 2014 relatif au régime prudentiel des sociétés de crédit foncier et des sociétés de financement de l'habitat), les sociétés de crédit foncier ne peuvent plus détenir, à compter du 31 décembre 2017, de titres émis par un fonds commun de titrisation que dans la limite de 10 % du montant nominal des obligations foncières émises et autres ressources privilégiées.

En décembre 2015, CIF Euromortgage et le groupe Crédit Immobilier de France (le « Groupe ») ont communiqué à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution un plan d'action. Ce plan d'action prévoit la dissolution et la liquidation anticipées de CIF Assets et de son unique compartiment CIF Assets 2001-1, en application des articles L.214-183 et R.214-226 du Code, et la mise en place d'un nouveau mode de refinancement du Groupe.

L'article 154 de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II, entrée en vigueur le 16 décembre 2016 permet le recours au bénéfice de l'article L.211-38 du Code. CIF Euromortgage a donc été en mesure de remanier son actif, antérieurement constitué pour une très large partie d'obligations prioritaires émises par le fonds commun de titrisation CIF Assets, pour se conformer à la nouvelle réglementation dès février 2017 avec, par conséquent, plusieurs mois d'avance.

Ainsi, à la liquidation de CIF Assets en février 2017, CIF Euromortgage a eu recours au bénéfice de cet article L.211-38 et a accordé à la 3CIF des prêts garantis par des prêts immobiliers. Au niveau du groupe Crédit Immobilier de France, 3CIF refinancera CIFI en bénéficiant des modalités de garanties prévues par ce même article et 3CIF, pour ce faire, se refinancera auprès de CIF Euromortgage qui lui-même bénéficiera à son tour de ces mêmes garanties.

• REMBOURSEMENTS D'EMISSIONS

3CIF a réalisé, sur les premiers mois de l'année 2017, le remboursement à échéance de cinq lignes d'émissions obligataires d'un nominal total de 756,5 millions d'euros dont 750 millions d'obligations garanties par l'Etat.

• REGROUPEMENT DES ACTIVITES DE GESTION ET RECOUVREMENT DU GROUPE CIFI

En application des orientations stratégiques du Groupe, le premier trimestre 2017 a été consacré aux opérations préparatoires pour le regroupement des établissements territoriaux du CIF et à la préparation opérationnelle du projet de transfert d'une partie de la gestion d'encours de crédit au profit du Groupe MCS.

La Société et le Groupe MCS ont signé le 6 janvier 2017 un accord définitif relatif au transfert progressif des activités de gestion et de recouvrement de créances actuellement opérées par CIFI

II – Principes et méthodes de présentation

La présentation retenue pour les états financiers et les notes annexes est conforme aux dispositions du plan comptable général définies dans le règlement N° 2014-03 de l'ANC.

Les spécificités inhérentes à l'activité bancaire, sont prises en comptes au travers des directives prévues par le règlement N° 2014-07 applicables aux établissements de crédit.

Les comptes individuels annuels, produits à l'identique d'un exercice à l'autre, ont été établis dans le respect du principe de prudence, sur la base des conventions et méthodes en vigueur appliquées de façon pérenne, en référence aux principes généraux de la doctrine comptable.

Toutefois, du fait du contexte de résolution ordonnée, la continuité d'exploitation, soumise à l'agrément de la Commission Européenne est conditionnée par l'obtention de la garantie de l'Etat, définitivement acquise à l'issue de la phase provisoire et par l'engagement pris par CIFI d'assurer le financement de ses filiales.

2.1 CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les conditions liées à la poursuite de l'activité des entités du Groupe, définies par le plan de résolution ordonnée, sont de deux ordres :

- L'arrêt total de la production de nouveaux crédits à l'acceptation de la garantie de l'état définitive ;
- La gestion patrimoniale des encours d'actif, de passif et des portefeuilles d'instruments dérivés portés à maturité.

Cette mesure concerne plus précisément les encours de crédits ainsi que le portefeuille de titres d'investissement, contraints par des règles formelles en matière de durée de détention et d'échéance. Le Plan, par le fait, privilégie la sécurisation de ces actifs en imposant le maintien des compétences-clés, l'harmonisation des méthodes entre filiales opérationnelles, enfin, la simplification de l'organisation.

Le bénéfice de la garantie de l'Etat français, approuvé par la Commission européenne est subordonné à l'observation de ces règles.

2.2 SOLIDARITE FINANCIERE DU GROUPE CIFI

Dans le cadre du contrat de solidarité financière du Groupe Crédit Immobilier de France, C.I.F.D. s'est engagée à répondre à toute demande du Gouverneur de la Banque de France de fournir à ses filiales financières le soutien financier nécessaire, afin de garantir leur liquidité et leur solvabilité.

Dans ce but, chacune des filiales, à l'exclusion de CIF Euromortgage, s'est elle-même engagée à répondre à première demande de C.I.F.D., dans la limite de ses fonds propres, à tout appel de fonds nécessaire, destiné à préserver la liquidité et/ou la solvabilité d'une entité du Groupe.

2.3 NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Les données chiffrées mentionnées dans les notes sont exprimées en milliers d'euros (sauf mention particulière).

III – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Hormis les cas particuliers, la méthode générale retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Tous les postes du bilan sont présentés nets d'amortissements, de dépréciations, de provisions et de corrections de valeur.

• Prise en compte d'estimations et hypothèses

Lors de l'élaboration des états financiers et des notes les accompagnants, certains postes requièrent l'utilisation de modèles assis sur des estimations (appréciations statistiques) et hypothèses (calculs probabilistes).

L'utilisation de ces modèles implique également la disponibilité des informations en date d'arrêté. Ces estimations reposent sur des hypothèses incertaines par nature et les réalisations peuvent différer de manière significative, des données prévisionnelles utilisées.

Les évaluations résultant de ces modèles s'appliquent

- Aux calculs des dépréciations individuelles et provisions collectives des créances clients ;
- Aux tests de dépréciation effectués sur les titres de participation et parts dans les entreprises liées ;
- Aux provisions pour risques et charges résultant de l'Accord de Gestion Sociale (AGS).

• Opérations de marchés et intermédiation

- Les opérations réalisées dans le cadre des activités de marché sont généralement évaluées à leur valeur de marché à l'exception des prêts, emprunts et titres de placement qui suivent la méthode générale.

Lorsque les marchés sur lesquels sont conclus ces instruments ne présentent pas une liquidité suffisante, l'évaluation à la valeur de marché est corrigée pour intégrer une décote prudentielle.

- Les opérations réalisées dans le cadre de la Banque d'intermédiation sont maintenues à leur coût historique et dépréciées en cas de risque de contrepartie.

Les résultats attachés à ces opérations sont enregistrés prorata temporis en respectant le principe de séparation des exercices. Toutefois, lorsque la partie de la trésorerie liée aux opérations d'intermédiation gérée par la salle des marchés en incluant des instruments dérivés présente une perte potentielle sur la position nette globale en date d'arrêté, une provision pour risques et charges est constituée.

3.1 CREANCES, DETTES ET ENGAGEMENTS EN DEVISES

Les actifs, passifs et engagements hors bilan libellés en devises sont valorisés aux cours des changes officiels du marché au comptant à la clôture de l'exercice.

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement ANC 2014-07 – Livre II - Titre 7. Les gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont portés au compte de résultat.

3.2 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

• Les créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

• Les créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quelle que soit la nature de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés en hors bilan dans la catégorie : engagements de financement.

3.3 DEPRECIATIONS ET PROVISIONS DES CREANCES

a – Risque de crédit

Dépréciations individuelles en capital

Lorsqu'il survient un risque de non recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des dépréciations sont dotées au compte de résultat, au poste « Coût du risque ».

Ces dépréciations individuelles mise en œuvre à partir de modèles statistiques, sont déterminées sur la base d'examen réguliers, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Dépréciations individuelles des intérêts

Les intérêts impayés sur créances douteuses font l'objet d'une dépréciation systématique, présentée par défaut en PNB pour la part d'intérêts non couverte par le flux de garantie ou en coût du risque lorsque le crédit fait l'objet parallèlement d'une dépréciation en capital.

Au cas échéant, la règle de dépréciation minimale s'applique conformément au texte soit : Le montant des dépréciations pratiquées ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les encours douteux non encaissés.

b – Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est constitué afin de couvrir les risques potentiels liés à l'activité bancaire non clairement réglementés.

A ce titre, la Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France a doté ce fonds afin de se prémunir contre l'évolution des « spreads » et le risque de contrepartie.

Au 31 décembre 2008 ce fonds ayant supporté l'impôt était de 10 672 K€. Il a été repris intégralement au 31 décembre 2009 et est soldé depuis cette date.

c – Engagements Sociaux

- Provision pour engagements liés au départ à la retraite

Les engagements de retraite, à l'exclusion de ceux concernant les mandataires sociaux, étant inclus dans les accords de l'AGS, les provisions antérieurement constituées ont été reprises au 31 décembre 2013, aucune nouvelle dotation n'est intervenue au cours de l'exercice.

- Provision pour engagements liés aux médailles du travail

Selon la recommandation de l'ANC 2013-02 relative aux autres avantages à long terme reprise par le règlement 2014-07, les engagements couverts par cette provision peuvent être évalués selon les modalités prévues au § 2 de la section 4 - Livre I – Titre III – chapitre II.

Le calcul utilise des hypothèses actuarielles (tables de mortalité, table de rotation, hypothèses de revalorisation et taux d'actualisation dans la formule de calcul) identiques à celles utilisées pour le calcul de la provision pour AGS.

3.4 PORTEFEUILLE-TITRES

Selon les dispositions du règlement ANC 2014-07 – Livre II -Titre 3, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Les règles suivantes sont applicables quel que soit le support juridique utilisé (action, obligation, bon du Trésor, certificat de dépôt, billet à ordre négociable, titre de créance négociable, etc.) et sont fonction de la finalité des opérations.

Par ailleurs, les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres modifiées par le règlement ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 ont été appliquées de la façon suivante :

a– Titres de placement

Sous cette rubrique sont recensés par défaut les titres qui n'entrent dans aucune des autres catégories.

- Ces titres sont évalués individuellement ou par ensembles homogènes à la clôture de l'exercice au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur estimative.
- Les moins-values latentes sont constatées par voie de dépréciations, alors que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
- L'écart éventuel entre le prix d'acquisition, coupons courus exclus, et la valeur de remboursement (surcote/décote) est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement en utilisant la méthode actuarielle.
- Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges, sur option, conformément à l'article 2371-2 du 2014-07.
- Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique : Revenus des titres à revenu variable.
- Le prix de revient des titres de placement cédés est calculé selon la méthode "premier entré, premier sorti".
- Les plus-values et moins-values de cession, de même que les dépréciations de titres dotées ou reprises sont enregistrées dans la rubrique : Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés.
- Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges, sur option, conformément à l'article 2371-2 du règlement de l'ANC 2014-07.

Certains titres de placement peuvent être utilisés comme instruments de couverture. Par analogie aux dispositions de la section 4 du règlement 2014-07 de l'ANC traitant de la couverture affectée, la plus ou moins-value réalisée sur ces titres au dénouement de l'opération de couverture est rapportée au compte de résultat de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou des charges de l'élément ou du groupe d'éléments couvert, sur la durée résiduelle de cet élément ou des éléments constituant le groupe couvert.

c – Titres de l'activité de portefeuille

Relève d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

C'est notamment le cas des titres détenus dans le cadre d'une activité de capital risque.

- Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de Bourse sur une période suffisamment longue.

d – Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe issus des catégories titres de transaction ou de placement suite à reclassement, soit, acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à échéance. Ils font l'objet d'un financement spécifique ou d'une couverture adéquate en matière de risque de taux. Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupons courus exclus, et l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

- Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges, sur option, conformément à l'article 2371-2 de l'ANC 2014-07.
- Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique : Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe.

- Conformément à la réglementation, les moins-values latentes n'entraînent pas de dépréciation sauf :
- S'il est prévu de céder ces titres à brève échéance ; dans ce cas la dépréciation couvre un risque de marché et est dotée en résultat sur actifs immobilisés ;
- Ou s'il existe un risque de défaillance de la contrepartie, auquel cas la dotation est classée en coût du risque.

e – Autres titres détenus à long terme

Les "Autres titres détenus à long terme" sont composés d'actions et valeurs assimilées que le Groupe entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises correspondant aux titres détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

- Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée selon la valeur de marché la plus proche de la date de clôture lorsque la baisse de la valeur du titre est jugée durable.
- L'actif net réévalué et le cas échéant consolidé est retenu pour les titres non cotés.
- Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

f – Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie, les titres permettant d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle, ainsi que les participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités.

- Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'usage. La valeur d'usage des titres cotés est principalement déterminée en fonction d'une valeur de marché plus proche de la date de clôture lorsque la baisse de la valeur du titre est jugée durable. La valeur d'usage des titres non cotés est égale à l'actif net réévalué. Une dépréciation est constatée si la valeur d'usage des titres détenus est inférieure à la valeur d'acquisition.
- Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dépréciation sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique : Gains nets sur actifs immobilisés.
- Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique : revenus des titres à revenu variable.

g – Méthode de valorisation des titres acquis

De manière générale, la valeur de marché des titres acquis est déterminée de manière automatique à partir de cotations fournies par plusieurs contributeurs.

Le dernier cours coté disponible est retenu sous condition de volumétrie minimale afin de ne retenir pour valoriser les titres que des cours significatifs.

A titre exceptionnel des cours manuels peuvent être retenus.

Si aucun cours coté n'est disponible, la valorisation du titre sera déterminée à partir d'un modèle de valorisation alimenté par la saisie manuelle d'un échéancier de flux.

3.5 IMMOBILISATIONS ET CHARGES DIFFEREES OU A ETALER

Le règlement 2002-10 du CRC, modifié par le règlement 2014-03 de l'ANC est appliqué aux comptes relatifs aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005. Le Groupe C.I.F.D. a opté pour la méthode du coût amorti et la comptabilisation de ses immeubles par composants. Leur évaluation est réalisée à chaque clôture des comptes et à chaque situation intermédiaire par des tests de dépréciation, les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité des immobilisations.

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition T.V.A. non récupérable incluse.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire et sur les durées suivantes :

Logiciels : 3 ans à 8 ans
Matériel de bureau : 5 ans
Matériel informatique : 3 ans
Matériel de transport : 5 ans
Mobiliers hors meubles anciens : 10 ans
Mobiliers - meubles anciens : non amortissable
Œuvres d'art : non amortissable
Agencements de locaux : 10 ans
Installations téléphoniques : 5 ans
Installations générales techniques : 15 ans
Agencement salles de coffre : 20 ans

Le traitement comptable des charges à étaler est modifié par le règlement 2014-03 de l'ANC du 26 Novembre 2014.

Ces charges sont dorénavant à comptabiliser à l'actif en coût d'acquisition, à défaut elles sont comptabilisées en charges.

3.6 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3.7 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par nature et regroupent : les bons de caisse, les titres du marché interbancaire, les titres de créances négociables enfin les titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

- Les intérêts courus attachés à ces titres sont inscrits dans un compte de dettes rattachées ;
- Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière actuarielle sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est enregistrée en « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe » ;
- L'option prise par le groupe est l'amortissement actuariel des frais d'émission d'emprunts sur la durée de vie de l'emprunt.

3.8 DETTES SUBORDONNEES

Les dettes subordonnées sont définies comme les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés à terme ou durée indéterminée, qu'elles soient matérialisées ou non par des titres.

- Cette rubrique regroupe entre autre les emprunts participatifs, les titres et emprunts subordonnés à terme, les titres et emprunts subordonnés à durée indéterminée.
- Les intérêts courus attachés à ces dettes sont inscrits dans un compte de dettes rattachées.

3.9 INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME FERMES ET CONDITIONNELS

Conformément aux règlements 88.02 et 90-15 repris par le règlement 2014-07 de l'ANC – Titre 5 – Chapitre 2, les principes comptables s'appliquant aux produits dérivés diffèrent selon les trois critères qui suivent, pris dans leur ensemble : Les marchés sur lesquels ils sont négociés, la nature des instruments, enfin les intentions d'origine (couverture ou spéculation).

a - Typologie des marchés

- Marchés organisés et assimilés et marchés liquides de risque moindre, application du Mark to Market.
- Marchés de gré à gré et de risque de contrepartie et de marché important, Mark to Market interdit, provisionnement des moins-values latentes.

b - Nature des instruments

Les dérivés se déclinent selon trois grandes catégories :

- Les contrats à terme
(Futures et forward, FRA)
- Les contrats d'échanges de taux, de devises, ou autres
(swap de taux, de change)
- Les contrats optionnels
(options, cap & floors, swaptions)

Les transactions et contrats relatifs à des futures et à des instruments d'échange de taux ou de change figurent en engagements hors bilan pour leur valeur nominale. Les engagements de hors bilan se référant à des instruments optionnels sont inscrits pour la valeur nominale des sous-jacents. Les opérations non dénouées représentant le solde de ces comptes en date d'arrêt.

Les primes d'options ainsi que les soultes des instruments négociés à des conditions hors marchés sont inscrites au bilan. Elles sont rapportées au résultat au prorata des notionnels restant dus lorsqu'ils sont amortissables, en linéaire lorsqu'ils sont « In fine ».

c - Intention de gestion

La gestion de ces opérations est motivée par les stratégies qui suivent :

- Micro couverture (couverture affectée),
Les charges et produits de l'instrument ou d'un ensemble homogène d'instruments, enregistrés en résultat, sont corrélés à la prise en compte du résultat de l'élément sous-jacent couvert, avec netting possible. La comptabilisation se fait dans les mêmes postes que les charges ou produits de l'élément couvert.

- Macro couverture (couverture globale actifs / passifs, hors bilan),

L'enregistrement des charges et produits courus, perçus ou payés en résultat est effectué prorata temporis avec netting possible, dans des comptes dédiés aux instruments à terme.

Le résultat latent n'est pas comptabilisé.

CIF Euromortgage ne gère pas son risque de taux en macro couverture.

- Positions ouvertes isolées,

Enregistrement des charges et produits courus, perçus ou payés en résultat prorata temporis avec netting possible.

Le résultat latent n'est pas comptabilisé, en revanche, les pertes potentielles résultant de l'évaluation des encours en valeur de marché font l'objet d'une provision passif. Cette appréciation peut se faire par ensemble homogène de même sensibilité.

- Gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

La Caisse Centrale ne fait pas de gestion spécialisée de portefeuille de transaction.

L'utilisation de ces instruments dans le groupe C.I.F.D. est faite essentiellement à des fins de couverture du risque de taux, de change, de variations de prix portant, sur des encours de crédits, des portefeuilles et émissions de titres (micro et macro couverture) et de manière très exceptionnelle à des fins spéculatives (position ouverte isolée).

Ainsi, le fait que l'ACPR ait donné son accord pour une gestion du risque de taux en consolidé, permet dorénavant le non renouvellement des opérations de couverture entre sociétés du groupe mentionnées en 1.3. La Caisse Centrale dispose au 31 décembre 2015 d'une position ouverte isolée d'un montant notionnel total de 223,8 millions d'euros provisionné pour 0,9 million d'euros.

d – Méthode de valorisation des instruments financiers à terme.

Conformément aux règlements n°2014-07 et 2014-03 de l'ANC, transpositions des directives Européenne quant aux informations à fournir sur la juste valeur des instruments financiers, le Groupe C.I.F.D. indique au niveau de ses annexes et pour chaque catégorie d'instrument la valeur de marché et le volume des opérations au 31 décembre 2015.

Ces instruments sont valorisés selon les modalités suivantes :

- Pour les instruments cotés sur marché organisés, la juste valeur est le cours acheteur à la date d'évaluation pour un actif détenu et le cours vendeur pour un actif destiné à être acheté.
- Pour les instruments négociés de gré à gré, le groupe estime la juste valeur en utilisant des techniques de valorisation. Les techniques de valorisation comprennent :
 - l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale s'il en existe,
 - la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance,
 - l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options.

3.10 IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

La Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France, filiale à 100% du Crédit Immobilier De France Développement, fait partie du périmètre d'intégration fiscale depuis 2005.

La convention prévoit que chaque filiale, après détermination individuelle de son résultat imposable et de sa déclaration auprès de l'administration fiscale, s'acquitte de son impôt auprès de CIFD Société mère. Cette dernière inscrit à son bilan une créance représentative des sommes qui lui seront versées par les membres, ainsi qu'une dette au trésor à hauteur de l'impôt total dû par le groupe.

Le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 %, les plus-values à long terme étant imposées à 15 %. Les plus et moins-values réalisées sur les titres en portefeuille sont soumises au régime d'imposition de droit commun, soit 33 1/3 %, excepté celles réalisées sur les titres de participation qui bénéficient du régime des plus-values à long terme.

Une contribution de 3,3 % a été instituée sur les résultats des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2000.

La Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France a tenu compte de ces contributions pour déterminer l'impôt courant dû au titre de chacune des périodes. L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges.

3.11 CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE ET EMPLOI

En application de la note d'information de l'ANC du 28 février 2013 et de la note du CNCC du 23 mai 2013, le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) au sein du groupe CIFD est comptabilisé comme suit :

- enregistrement au rythme de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes (versements de salaires et passifs comptabilisés au titre des rémunérations exigibles),
- enregistrement au crédit d'un sous-compte dédié aux « Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations – CICE » en contrepartie d'un sous-compte « Autres débiteurs divers – Etat »

En 2016, les ressources apportées par le CICE ont permis de financer des dépenses de recrutement, de formation et de contribuer au développement d'outils RH

IV. - Notes sur les postes.

4.1 Informations sur les postes du bilan.

4.1.1 CREANCES ET DETTES AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Créances à vue	31 386	21 810
Comptes ordinaires	31 386	21 810
Comptes et prêts au jour le jour		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs non imputées		
Créances à terme	11 107 468	11 461 947
Prêts à terme	11 105 944	11 460 423
Titres reçus en pension livrée		
Autres prêts subordonnés	1 524	1 524
Créances avec les établissements de crédit	11 138 853	11 483 757
Dont créances rattachées	-21	1 226

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Dettes à vue	4 573	740 353
Comptes ordinaires	4 573	740 353
Comptes et emprunts au jour le jour		
Titres donnés en pension livrée		
Autres sommes dues		
Dettes à terme	119 445	121 642
Emprunts à terme	119 445	121 642
Titres donnés en pension livrée		

Dettes avec les établissements de crédit	124 018	861 995
Dont dettes rattachées	14 410	11 606

4.1.2 CREANCES ET DETTES AVEC LA CLENTELE :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	12 479	15 779
Crédits à l'exportation		
Crédits de trésorerie	1 847	4 074
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Prêts participatifs	994	972
Autres prêts subordonnés		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts à la clientèle financière		
Autres concours à la clientèle	9 638	10 733
Comptes ordinaires débiteurs	1 048	43 202
Créances douteuses	0	173
Montant brut	740	955
Dépréciation	-740	- 782
Créances avec la clientèle	13 527	59 154
Dont créances rattachées	138	110
Dont encours restructurés	4 079	4 028

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Comptes d'épargne à régime spécial		
Comptes à vue		
Comptes à terme		
Autres dettes	903 948	1 210 967
Autres dettes à vue	631 438	795 471
Autres dettes à terme	272 509	415 496
Titres donnés en pension livrée		
Dettes avec la clientèle	903 948	1 210 967
Dont dettes rattachées		

4.1.3 PORTEFEUILLE TITRES :

(En milliers d'euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Net 31/12/16
Titres de transaction				
Titres de placement	41 315	68 603	678	110 595
Titres d'investissement	341 481	193 596		535 077
Titres de l'activité de portefeuille				
Total	382 796	262 198	678	645 672
Dont créances rattachées	7 455	4 031		11 486
Surcotés/décotes		-532		-532
Dépréciations	-974			-974
Dont valeur nette des titres cotés	375 341	131 467		506 809
Valeurs de marché des titres cotés	470 969	164 100		635 069

4.1.4 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et T.C.N.	12 704 570	12 720 986
Emprunts obligataires	1 500	21 300

Autres dettes représentées par un titre		
Total	12 706 070	12 742 286
Dont dettes rattachées	53 370	54 186

4.1.4.1 TABLEAU DES EMISSIONS :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Emissions	Remboursements	31/12/16
Titres du marché interbancaire	1 340 000	5 410 000	5 750 000	1 000 000
Titres de créances négociables	11 326 800	24 185 000	23 860 600	11 651 200
Emprunts obligataires	21 300		19 800	1 500
Total	12 688 100	29 595 000	29 630 400	12 652 700
Dettes rattachées	54 186			53 370

4.1.5 ACTIF IMMOBILISE :

(En milliers d'euros.)	Brut 31/12/15	Acquisitions ou transferts	Cessions ou remboursements	Autres variations	Brut 31/12/16	Dépréciations et amortissements	Net 31/12/16
Immobilisations financières	6 399		0	1	6 400	6 351	49
Immobilisations incorporelles	1 709		-266	0	1 442	1 442	0
Immobilisations corporelles	189				189	189	0
Total	8 296		-266	1	8 031	7 982	49

4.1.5.1 TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS :

(En milliers d'euros.)	Capitaux propres	Capital	% détenu	Valeur brute	Valeur nette par % de capitaux propres	Provision pour risque	Prêts et avances consentis	Cautions	PNB ou CA	Dividendes	Résultat	Date de clôture
Filiales et participations				6 350	-507		3 318					
<i>Filiales et participations détenues à +50 %</i>												
Participations détenues entre 10 et 50 %												
GIE CIF Services	-3 636	1	23,00 %	0,3	-836		2 443		33 711		42 541	31/12/16
GIE I-CIF	1 025	19 775	32,11 %	6 350	329		874		37 975		53 556	31/12/16
Autres filiales et participations				51	50		0					
Autres filiales												
Filiales françaises												
Filiales étrangères												
Autres participations												
Participations françaises				4	3		0					
Participations étrangères				47	47							
Total				6 402	-457		3 318					

4.1.5.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :

(En milliers d'euros.)	Brut 31/12/16	Dépréciations et amortissements	Net 31/12/16
Frais d'établissement			
Frais de constitution			
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital et opérations diverses			
Frais de recherche et développement			
Travaux de recherche fondamentale			
Recherche appliquée			
Développement expérimental			
Fonds commercial			
Certificat d'association FGD			
Autres	1 442	- 1 442	0
Total	1 442	- 1 442	0

4.1.5.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

(En milliers d'euros.)	Brut 31/12/16	Dépréciations et amortissements	Net 31/12/16
Agencements et installations			
Matériel de bureau et informatique			
Mobilier de bureau	189	– 189	0
Matériel de transport			
Total	189	– 189	0

4.1.6 AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Instruments conditionnels achetés	51 375	66 101
Comptes de règlement relatifs aux OST		
Acompte d'impôt sur les sociétés		
Autres débiteurs divers	3 365	3 870
Stocks et emplois divers		
Autres actifs divers	2 164 454	2 386 049
Créances douteuses (1)	221	221
Dépréciations sur créances douteuses (1)	-221	– 221
Créances rattachées	87	37
Autres actifs	2 219 282	2 456 057
Dont appels de marge versés	2 159 815	2 381 816

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Instruments conditionnels vendus	52 573	67 037
Comptes de règlement relatifs aux OST		
Dettes sur titres empruntés		
Autres opérations sur titres		
Créditeurs divers	15 253	21 757
Impôt sur les sociétés		
Autres passifs divers	260 905	246 852
Dettes rattachées	939	299
Autres passifs	329 670	335 944
Dont appels de marge reçus	260 905	246 852

(1) Taxes étrangères retenues à la source et totalement dépréciées.

4.1.7 COMPTES DE REGULARISATION ACTIFS ET PASSIFS :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écart (1)	0	10 764
Pertes sur instruments de couverture (2)	14 679	15 700
Primes et frais d'émissions obligataires		30
Charges à répartir	5 232	7 275
Charges constatées d'avance	6 568	10 244
Produits à recevoir (3)	249 039	284 752
Divers		
Comptes de régularisation actifs	275 518	328 766

(1) Solde des pertes à étaler sur OAT utilisés comme instruments de couverture de taux.

(2) Reste à étaler des soultes perdantes sur swaps.

(3) Il s'agit principalement des ICNE sur swaps.

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écart (4)		18 029

Gains sur instruments de couverture (5)	16 965	28 993
Autres produits constatés d'avance	9 371	13
Charges à payer (6)	326 513	369 941
Divers	157	157
Comptes de régularisation passifs	353 005	417 133

(4) Solde des gains à étaler sur OAT utilisés comme instruments de couverture de taux.

(5) Reste à étaler des soultes gagnantes sur swaps.

(6) Il s'agit principalement des ICNE sur swaps.

4.1.8 PROVISIONS ET DEPRECIATIONS :

4.1.8.1 PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS INSCRITES EN REDUCTION DE L'ACTIF :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	31/12/16
Effets publics et assimilés	1 057		- 83			974
Créances sur établissements de crédit	2					2
Créances sur la clientèle	782			-42		740
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable						
Portefeuille de placement						
Portefeuille d'investissement						
Titres de participations, parts dans les entreprises liées	6 351					6 351
Immobilisations incorporelles et corporelles						
Actions propres						
Autres actifs	221					221
Total	8 413		-83	-42		8 288

4.1.8.2 AUTRES PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	31/12/16
Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature						
Provisions pour risque pays						
Provisions pour risque sur opérations de promotion immobilière						
Provisions pour charges de retraite						
Autres provisions pour risques et charges :						
Provisions pour restructuration	27 593	1 234	-20 114	-1 296		7 418
Provisions pour situation nette de participations	9 852		-9 852	0		
Provisions pour impôts						
Provisions pour litiges						
Autres provisions pour risques et charges	0					0
Total	37 445	1 234	-29 966	-1 296		7 418

4.1.9 DETTES SUBORDONNÉES :

Le fonds de capitalisation a été alimenté durant les premières années par une participation des emprunteurs calculée au prorata des concours à moyen et long terme mis à leur disposition par la Caisse Centrale. Cette participation était de 1 à 2 % du montant nominal des prêts mis en place selon la durée des concours alloués.

(En milliers d'euros.)	Net 31/12/15	Augmentation	Diminution	Net 31/12/16
Fonds de capitalisation	65 647			65 647

Le fonds appartient aux emprunteurs. Il est toutefois destiné à être converti en capitaux permanents sous forme d'augmentations de capital ou de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (T.S.D.I.) au rythme et dans les conditions proposés à l'Assemblée Générale de la Caisse Centrale par le Conseil d'Administration.

4.1.10 CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION DU RESULTAT

Le capital social de la Caisse Centrale est détenu à 99,89 % par Crédit Immobilier de France Développement.

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Augmentations	Diminutions	31/12/16
Capital	117 014			117 014
Primes d'émission	52 226			52 226
Réserve légale	11 159	523		11 682
Réserve réglementée				
Provisions réglementées	16 409			16 409
Réserves ordinaires	5 857			5 857
Report à nouveau	35 690	9 941		45 631
Résultat	10 464	24 634	-10 464	24 634
Total	248 820		-10 464	273 454
Distribution de dividendes				
Nombre d'actions émises	764 797			764 797
Valeur nominale en euros	153			153

4.2 INFORMATIONS SUR LE HORS-BILAN.

4.2.1 HORS-BILAN HORS IFT :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements de garantie	1 351 418	1 825 216
D'ordre d'établissements de crédit	1 350 538	1 824 336
D'ordre de la clientèle	880	880
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat		
Autres engagements donnés		
Autres engagements donnés	72 000	72 000
Opérations de promotion		
Opérations de change		
Autres	72 000	72 000
Engagements douteux		
Engagements donnés	1 423 418	1 897 216

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit		
Reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 838 157	3 887 253
Reçus d'établissements de crédit	2 838 157	3 887 253
Reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat		
Autres engagements reçus		
Autres engagements reçus	26 327	26 818
Opérations de promotion		
Opérations de change		
Autres	26 327	26 818
Engagement de retraite		
Engagements reçus	2 864 483	3 914 071

4.2.2 INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME :

(En milliers d'euros.)	Opérations de couverture	Opérations de gestion de position	Nominal 31/12/16	Valorisation 31/12/16	Nominal 31/12/15
Opérations de taux	92 831 833	146 673	92 978 507	1 736 349	106 031 642
Sur marchés organisés					
Opérations fermes					
Opérations conditionnelles					
De gré à gré					
Opérations fermes					
Swaps	88 587 702		88 587 702	1 736 284	97 013 604
F.R.A.					2 944 000
Autres contrats à terme					
Opérations conditionnelles					
Options					16 067
CAP et FLOOR (1)	4 244 131	146 673	4 390 804	65	6 057 971
Opérations de change	79 530		79 530	0	79 117
Sur marchés organisés					
Opérations fermes					
Opérations conditionnelles					
De gré à gré					
Opérations fermes					
C.C.S.	79 530		79 530	0	79 117
Opérations conditionnelles					
Total	92 911 363	146 673	93 058 036	1 736 349	106 110 760
(1) Dont instruments conditionnels achetés	2 122 598	146 673	2 269 271	8 526	3 128 623
(1) Dont instruments conditionnels vendus	2 121 533	0	2 121 533	-8 461	2 929 348

4.3 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT.

4.3.1 INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Etablissements de crédit	725 207	765 438
Clientèle	213 410	278 301
Obligations et autres titres à revenu fixe	27 363	38 596
Autres produits assimilés		
Total	965 979	1 082 335

4.3.2 INTERETS ET CHARGES ASSIMILES :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Etablissements de crédit	799 558	901 656
Clientèle (1)	8 533	10 243
Obligations et autres titres à revenu fixe	109 603	136 797
Dettes subordonnées	22	31
Autres charges assimilées		
Total	917 716	1 048 728
(1) Dont 6,12 M€ de coût de la garantie de l'état (7,04 M€ au 31/12/15).		

4.3.3 REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres à long terme	39	41
Parts dans entreprises liées		
Total	39	41

4.3.4 COMMISSIONS (PRODUITS) :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Opérations avec établissements de crédit		10
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur titres		
Opérations de change		
Opérations sur instruments financiers à terme		
Prestations de services financiers	1 374	1 917
Autres commissions		
Total	1 374	1 927

4.3.5 COMMISSIONS (CHARGES) :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Opérations avec établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur titres		38
Opérations de change		
Opérations sur instruments financiers à terme		
Prestations de services financiers	1 100	890
Autres commissions		
Total	1 100	929

4.3.6 GAINS OU PERTES SUR PORTEFEUILLE DE NEGOCIATION :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Opérations sur titres de transaction		
Opérations de change	-7	5
Opérations sur instruments financiers à terme	-1 358	- 914
Total	-1 365	- 909

4.3.7 GAINS OU PERTES SUR PORTEFEUILLE DE PLACEMENT :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Plus et moins-values réalisées	7 265	- 13 332
Dotations et reprises sur dépréciation		25 278
Frais d'acquisition		
Total	7 265	11 947

4.3.8 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Activité immobilière		
Quote-part des opérations faites en commun		
Divers	9	6
Total	9	6

4.3.9 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Activité immobilière		
Quote-part des opérations faites en commun		
Charges refacturées		
Divers	-12	0
Total	-12	0

4.3.10 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Frais de personnel	3 526	3 850

Salaires et traitements	1 921	2 059
Charges sociales	885	1 112
Intéressement et participation	151	345
Autres	570	335
Frais administratifs nets	23 783	11 078
Impôt et taxes	2 324	536
Services extérieurs	21 459	10 542
Dotations et reprises de provisions	-9 852	
Refacturations	-900	- 1 196
Total	16 557	13 732

4.3.10.1 TABLEAU DES EFFECTIFS :

(En équivalent temps plein)	31/12/16	31/12/15
Effectifs salariés	25	26
Direction et cadres	25	26
Agents de maîtrise		
Collaborateurs		
Effectifs utilisés	25	26

4.3.11 COUT DU RISQUE :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Coût du risque sur établissements de crédit		
Dotations nettes aux provisions & dépréciations		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Récupérations sur créances amorties		
Coût du risque sur la clientèle	-42	1 971
Dotations nettes aux provisions & dépréciations	-42	1 971
Pertes sur créances irrécouvrables		
Récupérations sur créances amorties		
Coût FGAS		
Coût du risque sur portefeuille titres		
Dotations nettes aux provisions & dépréciations		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Récupérations sur créances amorties		
Coût du risque sur autres opérations		
Dotations nettes aux provisions & dépréciations		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Récupérations sur créances amorties		
Total	-42	1 927

4.3.12 GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Immobilisations financières	83	83
Plus et moins-values réalisées		
Dotations et reprises sur dépréciations	83	83
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Total	83	83

4.3.13 RESULTAT EXCEPTIONNEL :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Charges Exceptionnelles		
Dotation nette à la provision AGS	-1 234	-2 418

Reprise à la provision AGS	21 410	1 741
Charges liées à l'AGS	-19 804	-853
Total	372	-1 530

4.3.14 IMPOT SUR LES BENEFICES :

(En milliers d'euros.)	Base	Taux	Impôt
Impôt à taux normal	40 104	33,33 %	13 368
Impôt à taux réduit		19,00 %	
Contribution sociale	12 605	3,30 %	416
Crédits d'impôt (1)			- 3
Avoirs fiscaux			
Imputations diverses			
Charge fiscale de l'exercice			13 781
(1) dont 3 207 euros de crédit d'impôt compétitivité et emploi (C.I.C.E.) en 2016			

4.4 AUTRES INFORMATIONS.**4.4.1 TABLEAU DE VENTILATION SELON LA DUREE RESTANT A COURIR :**

(En milliers d'euros.)	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Non ventilés	Total 31/12/16
Banques Centrales	470 330				0	470 330
Effets publics	20 000	40 000	95 000	221 315		376 315
Créances sur établissements de crédit	50 758	1 046 714	121 813	9 919 592	0	11 138 876
Opérations avec la clientèle	2 051	241	9 956	1 024	740	14 012
Obligations et autres titres à revenu fixe		96 700	111 901	49 566	0	258 168
Actions et autres titres à revenu variable					7 078	7 078
Autres actifs et immobilisations					2 219 282	2 219 282
Comptes de régularisation					275 518	275 518
Dépréciations					-8 067	-8 067
Créances rattachées					11 720	11 720
Total actif	543 138	1 183 655	338 670	10 191 497	2 506 271	14 763 231
Dettes envers les établissements de crédit	5 823	3 750	20 000	80 035	0	109 609
Opérations avec la clientèle	631 438			272 509	0	903 948
Dettes représentées par un titre	1 950 000	3 271 500	7 346 200	85 000	0	12 652 700
Dettes subordonnées				65 647	0	65 647
Autres passifs					328 731	328 731
Comptes de régularisation					353 005	353 005
Provisions					7 418	7 418
Capitaux propres hors FRBG					273 454	273 454
Dettes rattachées					68 719	68 719
Total passif	2 587 262	3 275 250	7 366 200	503 192	1 031 327	14 763 231
Opérations sur marchés organisés						
Opérations de gré à gré	30 001 633	10 381 252	22 237 935	30 437 217	0	93 0258 036
Instruments financiers à terme	30 001 633	10 381 252	22 237 935	30 437 217	0	93 0258 036

4.4.2 OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES :

(En milliers d'euros.)	Total 31/12/16	CIF Euromortgage	Filiales opérationnelles	CIFD	CIF Assets	Autres
Créances sur les établissements de crédit	11 105 944		2 512 753	8 593 191		
Dont créances rattachées	-21		4	-25		
Opérations avec la clientèle	1 017					1 017
Dont créances rattachées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	127 332	30 570			96 762	
Dont créances rattachées	632	570			62	
Autres actifs	78 913	73 057			2 538	3 318

Comptes de régularisation	146 907	993	8 517	64 236	73 124	37
Parts dans les entreprises liées	6 351	0				6 351
Actif	11 466 463	104 619	2 521 270	8 657 427	172 425	10 723
Dettes envers les établissements de crédit	4 341	4 553		-212		
Dont dettes rattachées						
Opérations avec la clientèle	903 817				836 780	67 038
Dont dettes rattachées						
Dettes représentées par un titre	2 197 846	2 195 041		2 805		
Dont dettes rattachées	146	41		105		
Autres passifs	70 527		41 764	28 751		13
Comptes de régularisation	84 410	5 883	5 244	73 283		0
Provisions						
Dettes subordonnées	65 647			65 647		
Dont dettes rattachées						
Passif	3 326 589	2 205 477	47 008	170 275	836 780	67 050
Engagements donnés	1 349 987	1 349 872	115			
Engagements reçus	2 836 186		342 351	2 493 835		
Instruments financiers à terme	52 091 777	17 573 629	4 608 754	19 169 310	10 740 084	0
Hors-bilan	56 277 950	18 923 501	4 951 220	21 663 145	10 740 084	0

4.4.3 TABLEAU FLUX DE TRESORERIE :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Résultat avant impôts	38 415	28 540
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes aux provisions	-28 795	- 21 799
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
+/- Perte nette ou gain net des activités d'investissement		
+/- Produits ou charges des activités de financement	7	-5
+/- Autres mouvements	-10 880	- 6 626
= Total des éléments non monétaires indus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-39 668	-28 430
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	352 071	-1 457 334
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-261 350	619 005
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 109 766	1 657 270
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-2 155	35 828
- Impôts versés	-18 030	395
= Diminution ou augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	1 180 301	855 164
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	1 179 048	855 275
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	62 694	71 932
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	62 694	71 932
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-36 223	-1 995 151
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-36 223	-1 995 151
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Augmentation ou diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	1 205 519	-1 067 945
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :		
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	9 955	468 662
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-718 332	-109 094
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :		
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	470 330	9 955

Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	26 812	-718 332
Variation de la trésorerie nette	1 205 519	-1 067 945

V. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2016 s'élevant à 24 634 036,58 euros à la réserve légale à hauteur de 19 184,09 euros pour atteindre 10 % du capital social et le solde égal à 24 614 852,49 euros en report à nouveau.

VI. — Rapport de gestion du Conseil d'administration.

Le rapport de gestion du conseil d'administration est disponible sur le site de la société : www.3cif.com sur simple demande au siège social de la société.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux.

Aux Actionnaires,

CAISSE CENTRALE DU CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE (3CIF),
26-28, rue de Madrid,
75384 PARIS CEDEX 8.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France (3CIF), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.1 « Garantie de l'Etat » et 2.1 « Continuité de l'exploitation » et 4.4.2 « Opérations avec les entreprises liées » de l'annexe qui rappellent que les comptes annuels de la Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France – 3CIF, ont été établis selon les règles applicables en situation de continuité d'exploitation.

L'utilisation de cette convention est étayée par un plan de résolution ordonnée révisé et validé par la Commission Européenne le 27 novembre 2013. Ce plan de résolution ordonnée repose sur la décision de gérer de manière patrimoniale les portefeuilles, reposant sur leur portage à leur maturité, et comprend notamment :

— une garantie autonome à première demande consentie par l'Etat français portant sur l'encours de titres financiers émis par 3CIF à compter du 28 février 2013, couvrant les besoins en liquidités externes du CIF à hauteur de 16 Mds€ ;

— une garantie autonome à première demande consentie par l'Etat français portant sur l'encours de certaines expositions intragroupes du Groupe CIF couvrant les créances correspondant aux placements internes de trésorerie de CIF Euromortgage et CIF Assets (fonds commun de titrisation du Groupe) sur la 3CIF à hauteur de 12 Mds€.

Par ailleurs, sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur le traitement comptable et les impacts sur le résultat de la période de la résiliation d'opérations de couverture et de la reprise de l'étalement de plus ou moins-value réalisées sur des cessions de titres tel que décrit en note 1.3 de l'annexe aux comptes sociaux.

II - Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Continuité d'exploitation : Nos travaux ont consisté à apprécier les éléments retenus par le Conseil d'administration et justifiant le maintien de la convention comptable de continuité d'exploitation et à prendre connaissance de la documentation qui sous-tend ces éléments, dont notamment le protocole relatif à la mise en place de la garantie définitive entre la République française, Crédit Immobilier de France Développement, la 3CIF et CIF Euromortgage, la garantie autonome à première demande émise en considération des titres financiers émis par la 3CIF accordée par la

République française et la garantie autonome à première demande émise en considération des créances de dépôt consentie par la République française en faveur de CIF Euromortgage et C3F Assets, signés le 27 novembre 2013.

Nous avons également vérifié le caractère approprié des informations communiquées dans l'annexe au titre de la convention comptable de continuité d'exploitation.

— Provision pour restructuration dans le cadre de l'accord de gestion sociale : La note 1.5 « Provision pour restructuration dans le cadre de l'accord de gestion sociale » de l'annexe expose les règles comptables et les hypothèses actuarielles, notamment relatives au taux d'actualisation, retenues pour le traitement comptable et l'évaluation des estimations de la provision comptabilisée. Dans le cadre de notre appréciation de cette provision, nous nous sommes assurés de la correcte application de ces règles comptables et nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination de celle-ci au 31 décembre 2016.

— Estimations comptables : Les notes 3.4 « Portefeuille-titres » et 3.9 « Instruments financiers à terme fermes et conditionnels », de l'annexe exposent les règles comptables retenues pour le classement, l'évaluation des portefeuilles de titres et des instruments financiers à terme de votre société. Nous nous sommes assurés de la correcte application de ces règles comptables et nous avons examiné les éléments ayant conduit à la valorisation des principales lignes du portefeuille ainsi que la correcte comptabilisation des notionnels des instruments financiers au hors-bilan au 31 décembre 2016.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes on avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Fait à Bordeaux et Paris La Défense, le 28 avril 2017,

Les Commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit,
Antoine Priollaud

MAZARS,
Virginie Chauvin

1703416